

**Accord national**  
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE**  
**(Alsace)**  
**(10 juin 2008)**

(Etendu par arrêté du 16 mars 2009,  
*Journal officiel* du 25 mars 2009)

---

AVENANT N° 6 DU 22 MAI 2014

NOR : AGRS1497286M

Entre :

La FDSEA du Bas-Rhin ;

La FDSEA du Haut-Rhin ;

La fédération des maraîchers d'Alsace ;

L'association des viticulteurs d'Alsace ;

Le syndicat des pépiniéristes viticoles ;

Le groupement des producteurs négociants du vignoble alsacien ;

L'association des fermes-auberges du Bas-Rhin ;

L'association des fermes-auberges du Haut-Rhin ;

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes d'Alsace ;

Les entrepreneurs des territoires du Bas-Rhin ;

Les entrepreneurs des territoires du Haut-Rhin ;

COOP de France-Alsace, section CUMA,

D'une part, et

L'UR CFDT d'Alsace ;

L'UR CFTC d'Alsace ;

L'UR CGT-FO d'Alsace ;

Le syndicat des cadres d'exploitations agricoles, sections du Bas-Rhin et du Haut-Rhin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour objet de mettre en conformité les dispositions de l'accord avec celles de l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, afin d'intégrer en particulier la portabilité et le maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail.

## **Article 1<sup>er</sup>**

L'article 4 relatif au champ d'application professionnel et territorial est modifié comme suit :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié ayant 6 mois d'ancienneté et plus dans le contrat de travail en cours et relevant du champ d'application du présent accord.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié atteint 6 mois d'ancienneté.

Toutefois, le délai de 6 mois ne s'applique pas pour les salariés déjà bénéficiaires des garanties frais de santé et qui sont embauchés dans une autre entreprise relevant du champ d'application du présent accord dans un délai de 1 mois suivant l'expiration de leur précédent contrat de travail. »

## **Article 2**

Le paragraphe 3 « Suspension du contrat de travail » de l'article 9 « Cotisations » est modifié comme suit :

« Suspension du contrat de travail

Suspension du contrat pour motif non lié à une maladie,  
à un accident ou à la maternité

En cas de suspension du contrat de travail pour un des cas de congés prévus par les dispositions légales ne donnant pas lieu à maintien en tout ou partie du salaire par l'employeur (exemple : congé sabbatique, congé pour création d'entreprise, congé parental d'éducation...) et intervenant après la date d'affiliation au régime, le salarié bénéficie des garanties complémentaires frais de santé pendant les 3 premiers mois de la suspension du contrat de travail sans versement de la cotisation salariale ou patronale. Cette période de 3 mois court à compter du premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel survient la suspension du contrat de travail.

Le salarié demeure intégralement redevable de la part de cotisation correspondant au tarif des membres de sa famille.

Après cette période, et tant que dure la suspension du contrat de travail, le salarié peut demander à l'organisme assureur de continuer à bénéficier de la garantie complémentaire santé à titre individuel, en s'acquittant de la totalité de la cotisation globale.

L'employeur doit informer l'organisme assureur dès le début de la suspension du contrat de travail en précisant sa durée.

Suspension du contrat pour maladie,  
accident (toutes origines) ou maternité

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité indemnisé par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues par le présent accord sont maintenues sans versement de cotisation de la part de l'employeur et du salarié pour tout mois civil complet d'absence.

Le salarié demeure seulement redevable de la part de la cotisation correspondant au tarif des membres de sa famille, s'il a fait le choix de s'y affilier.

Si l'absence est inférieure à 1 mois civil complet, la cotisation est due intégralement (part patronale et part salariale). »

### **Article 3**

Le paragraphe 1 « Salariés non cadres ne justifiant pas de l'ancienneté prévue à l'article 4 » de l'article 10 « Couvertures facultatives au choix du salarié » est modifié comme suit :

« 1. Salariés non cadres ne justifiant pas  
de l'ancienneté prévue à l'article 4

Les travailleurs saisonniers ou les salariés non cadres ayant moins de 6 mois d'ancienneté dans le contrat de travail en cours relevant du champ d'application défini par le présent accord, et ne bénéficiant pas de ce fait à titre obligatoire du régime, peuvent demander à bénéficier des garanties prévues par le présent régime moyennant le paiement de la cotisation globale définie à l'article 9. La cotisation globale acquittée sera entièrement financée par le salarié. »

### **Article 4**

L'article 11 « Maintien de garanties au profit des anciens salariés » est complété par le paragraphe suivant :

« Portabilité des droits à la complémentaire frais de santé

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 6 du 22 mai 2014 au présent accord).

Pour bénéficier du maintien des garanties, le demandeur d'emploi doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

### **Article 5**

Le montant des cotisations mensuelles destinées au financement des prestations définies en annexe de l'accord, couvrant le salarié seul à titre obligatoire, est modifié et s'élève à 22,79 € (financement de la portabilité inclus), répartis à hauteur de :

- 17 % à la charge de l'employeur, soit 3,87 €, dans la limite du plafond prévu par l'accord national du 10 juin 2008 cité en préambule ;
- 83 % à la charge du salarié, soit 18,92 €.

En cas d'extension facultative des garanties à la famille du salarié, le montant mensuel de la cotisation est de :

- 22,79 € pour le conjoint relevant du régime local ;
- 42,68 € pour le conjoint relevant du régime général ;
- 19,49 € pour l'enfant.

Cette cotisation mensuelle incluant le financement de la portabilité est à la charge exclusive du salarié.

Par ailleurs, les salariés ne remplissant pas les conditions d'ancienneté ainsi que ceux dont le contrat de travail est suspendu sans donner lieu à rémunération (à l'exception du cas prévu au premier paragraphe de l'article 2 ci-dessus) peuvent demander à bénéficier des garanties moyennant le paiement à leur charge exclusive de la cotisation dont le montant s'élève à 22,79 €.

### **Article 6**

Les autres dispositions de l'accord sont inchangées.

#### **Article 7**

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre suivant la date de publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension, à l'exception de l'article 4, qui prendra effet le 1<sup>er</sup> juin 2014.

#### **Article 8**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

#### **Article 9**

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et cinq autres exemplaires seront déposés à la DIRECCTE d'Alsace.

Fait à Colmar, le 22 mai 2014.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### DISPOSITIONS LÉGALES SUR LA PORTABILITÉ

---

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1. Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2. Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3. Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4. Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5. L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6. L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.